

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER — FACULTÉ DE DROIT

LE JUGE COMMISSAIRE

THÈSE

pour le Doctorat (Sciences juridiques)

PAR

GASTON LAPORTE

avocat à la Cour d'Appel de Nîmes



NÎMES

IMPRIMERIE A. CHASTANIER

12 — rue Pradier — 12

—
1921

Le Juge Commissaire

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER — FACULTÉ DE DROIT

LE JUGE COMMISSAIRE

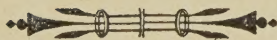
THÈSE

pour le Doctorat (Sciences juridiques)

PAR

GASTON LAPORTE

avocat à la Cour d'Appel de Nîmes



NÎMES
IMPRIMERIE A. CHASTANIER
12 — rue Pradier — 12

—
1921

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

MM. VALÉRY, doyen, professeur de Droit commercial, chargé
du cours de Droit international privé.
MOYE, professeur de Droit internat. public, assesseur.
CHARMONT, professeur de Droit civil (en congé)
MORIN, professeur de Droit Civil.
DONNEDIEU DE VABRES, professeur de Droit criminel.
BECQUÉ, professeur de Droit civil.
DE NESMES DESMARETS, professeur de Droit administratif.
ROCHE-AGUSSOL, agrégé d'Économie politique.
BASTID, chargé de cours de Droit constitutionnel.
DIJOL, chargé de cours de Procédure.
VINCENT, chargé de cours de Droit romain.
SURET, chargé de cours d'Économie politique.
GUENOUN, chargé de cours d'Histoire du droit.
BOSC, chargé de cours de Droit civil.
VIALLETON, chargé de cours de Droit civil.
VIGIÉ et BREMOND, doyens honoraires.
LABORDE et CHAUSSE, professeurs honoraires.
ROCHETTE, secrétaire.

MEMBRES DU JURY

MM. VALÉRY. *Président.*

DONNEDIEU de VABRES,
DIJOL,

} *Assesseurs.*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

INTRODUCTION

Les lois de la procédure civile sont entre toutes, celles qui reflètent avec le plus de fidélité le caractère et le génie d'un peuple.

(Introduction au Code de Procédure Civile allemand par MM. Glasson-Lederlin et Dareste.

L'étude de la procédure civile se présente de prime abord sous des aspects peu séduisants. Appelée à se mouvoir dans le domaine exclusif de la pratique, elle ne saurait toujours atteindre, comme celle du droit civil pur, la sphère élevée de la pensée philosophique. Cependant, pour qui l'examine avec soin, elle comporte un intérêt de premier ordre. La procédure civile n'est-elle pas, en effet, par rapport au droit civil, s'il est permis de s'exprimer ainsi, le bras qui exécute ce que le cerveau a enfanté? — On a pu, néanmoins, affirmer que, dans certains cas, la science de la procédure, comme la loi civile, s'élève jusqu'aux grandes théories du droit naturel, les organise et scelle par l'autorité des jugements, les principes conservateurs de l'ordre et de la paix publique. — Le jurisconsulte doit donc, comme le praticien, s'adonner à l'étude de cette science en se pénétrant de cette idée qu'en la matière judiciaire les formes sont indispensables pour écarter de l'administration de la justice le désordre, l'arbitraire et la confusion. Napoléon a dit : « les » formes sont la garantie nécessaire de l'intérêt » particulier ; des formes à l'arbitraire il n'y a pas

» de milieu ; c'étaient des temps barbares que ceux
» où le Roi, assis au pied d'un arbre, jugeait sans
» formalité. »

On ne pourrait, dans un travail nécessairement restreint, donner un aperçu, fut-il rapide, de l'ensemble d'une législation qui exigerait le commentaire entier d'un code. Mais il nous a paru de quelque utilité d'étudier ici le rôle si important que le juge commissaire joue dans l'ensemble de la procédure. Il n'est, pour ainsi dire, pas de chapitre (du code) où ne se manifeste l'intervention effective du magistrat auquel est confié le soin de régler, sous le haut contrôle du tribunal, les multiples différends dont les parties saisissent la justice.

Nous nous proposons, dans ce court travail, d'examiner en premier lieu les cas les plus intéressants dans lesquels un juge peut être commis ; puis de rechercher, à la suite de cet examen, s'il n'y aurait pas de sérieux avantages, tout au moins dans les tribunaux comportant un nombre suffisant de magistrats, à spécialiser un ou plusieurs d'entre eux à qui l'on conférerait une mission et des pouvoirs permanents, se rapprochant de ceux que le Code d'Instruction Criminelle attribue au juge d'instruction.

Il nous a semblé à propos, dans une matière qui comprend tant de sujets différents dans lesquels un juge commissaire peut être appelé à exercer sa fonction, d'adopter, pour la clarté de ces succinctes observations, l'ordre suivant qui, du reste, à peu de chose près, se rapproche de la classification du code.

I. *Procédure exceptionnelle.*

Instruction par écrit
(et délibérés sur rapport).

II. *Incidents de procédure relatifs aux moyens
de preuve.*

- a) Vérification d'écritures.
- b) Faux incident civil.
- c) Enquête (absence).
- d) Interrogatoire sur faits et articles, et
comparution personnelle devant un juge
commis.
- e) Descente sur les lieux.
- f) Expertise.

III. *Exécution des jugements.*

- a) Reddition de comptes.
 - b) Partages.
 - c) Procédure d'ordre et contribution.
-

CHAPITRE PREMIER

Procédure exceptionnelle

Délibéré sur rapport et Instruction par écrit

Lorsque, dans une affaire instruite oralement, le Tribunal ne se trouve pas suffisamment renseigné par les plaidoiries, il peut, aux termes de l'article 93 du code de procédure : « *ordonner que les pièces seront* » *mises sur le bureau pour en être délibéré au rap-* » *port d'un juge commis par le jugement avec indi-* » *cation du jour auquel le rapport sera fait* ». Le travail du rapporteur, qui est un moyen d'instruction, servira de base au délibéré, c'est-à-dire à l'examen de l'affaire fait par les juges en la chambre du Conseil, sur le vu, également, des titres et pièces des parties ; il éclairera l'opinion des juges et rassemblera pour eux les souvenirs épars d'une discussion embarrassée. La mise en délibéré au rapport d'un juge clôt les débats comme le délibéré simple : les parties ne peuvent plus, une fois que le Tribunal l'a prononcée, modifier leurs conclusions.

Le juge rapporteur, cela va de soi, ne peut être choisi par le Tribunal en dehors des magistrats

ayant assisté aux plaidoiries de la cause et au jugement ; s'il en était autrement il serait à craindre que le rapport fut incomplet ou défectueux ; on comprend, en effet, que pour résumer avec fruit les prétentions et moyens des parties litigantes il soit indispensable d'avoir entendu les plaidoiries.

Le rapport doit être fait en audience publique (1), en se conformant aux dispositions de l'article 111 du Code de procédure civile.

En conséquence le rapporteur y résume les faits et les moyens respectifs des plaideurs sans toutefois manifester son opinion.

Mais le seul délibéré sur rapport peut être insuffisant pour asseoir définitivement la conviction du juge et rassurer sa conscience. Il peut, en effet, se présenter à l'examen de la justice tel procès, si malaisé à élucider à raison de la complexité des faits, de la multiplicité des documents produits et de la difficulté des problèmes juridiques à résoudre, qu'il soit indispensable de recourir à des développements écrits afin d'en assurer une juste solution. C'est alors le cas pour le Tribunal, ainsi que l'article 95 l'y autorise, d'ordonner que « *l'affaire, qui ne paraît pas susceptible*

(1) La Cour de Cassation a considéré comme n'étant pas contraire à la loi la pratique de certains tribunaux, qui consiste à confier pendant la durée du délibéré simple, à l'un des juges, le soin d'examiner les pièces d'une cause déjà plaidée et de rendre compte à ses collègues dans un rapport lu, non pas à l'audience, mais en chambre de Conseil. (V. Rodière t. I. page 242, n° 1 — Recueil Périodique de Procédure, 1915. page 507.

*« d'être jugée sur plaidoiries ou délibéré, sera ins-
« truite par écrit, pour en être fait rapport par l'un
« des juges nommé par le jugement ».*

On voit, dès lors, la différence existant entre une cause jugée sur rapport ou à la suite d'une instruction écrite. Dans cette dernière hypothèse, en effet, l'examen n'a pas lieu uniquement sur le vu des pièces, mais, en outre, sur les mémoires respectivement produits par les parties. Les plaidoiries sont supprimées ou considérées comme non avenues.

Ajoutons qu'il n'est pas obligatoire, comme dans le délibéré sur rapport que le juge commis ait assisté à la décision qui a ordonné que l'instruction aurait lieu par écrit. Il ne s'agit pas, en effet, ici, de résumer ou d'apprécier des débats, mais de procéder à une véritable instruction qui doit remonter aux premiers actes de la procédure et embrasser l'entier litige.

Quel est dans cette situation le rôle du rapporteur ? Il n'est certainement pas sans difficulté car le magistrat, qui doit sa nomination à la confiance de ses collègues, a l'impérieux devoir de les éclairer. Il doit donc n'étant pas comme en matière de délibéré sur rapport, lié par un délai préfixe, étudier scrupuleusement des dossiers le plus souvent volumineux et diffus, et faire preuve d'une science juridique approfondie, les questions de droit les plus diverses pouvant, à côté des faits, se présenter à son examen. On comprend par suite, l'importance du rôle du juge commis. Comme il est de coutume que dans les Tribunaux composés de plusieurs Chambres, l'une d'elles

connaisse exclusivement des causes comportant une instruction par écrit, ce qui est d'obligation notamment en matière d'Enregistrement et de Contributions Indirectes, il en résulte logiquement que la fonction de juge commis devrait être constamment dévolue aux mêmes magistrats et constituer pour eux une véritable et fort utile spécialisation, qui aurait l'incontestable avantage d'uniformiser la jurisprudence.

Pour compléter nos indications sur la fonction du juge commis, nous nous bornons à rappeler que les dossiers de l'affaire, déposés au Greffe dès la décision préparatoire rendue, sont remis par le greffier entre ses mains, sur sa signature apposée sur le registre des productions (art. 109) ; que, dès son rapport terminé, l'affaire est mise au rôle en vue du règlement définitif et les parties avisées afin qu'elles puissent assister à l'audience et présenter, s'il y a lieu, leurs observations. Le rapport lu, la cause est mise en délibéré et, à partir de ce moment, l'instruction est close.

Enfin, le rapporteur, la sentence définitive une fois rendue, remet les pièces au Greffe sur sa décharge, faute de quoi sa responsabilité est engagée pendant 5 ans (art. 2276 C. civil).

CHAPITRE II

Incidents de Procédure relatifs aux moyens de preuve

a) *Vérification d'écritures*

On appelle ainsi l'examen fait en justice d'un acte sous seing privé, dans le but de reconnaître par quelle main il a été écrit ou signé.

Cet examen peut être soumis aux Tribunaux soit par action principale, soit à l'occasion d'un incident né au cours d'une instance déjà engagée. Lorsqu'une partie déclare ne pas reconnaître ou contester l'écriture d'un acte sous seing privé constatant une obligation, acte produit par son adversaire, ce dernier se trouve alors dans la nécessité d'établir que le dit acte émane réellement de la personne à laquelle il l'attribue. Trois voies sont ouvertes au Tribunal devant lequel l'écrit est dénié. S'il ne se considère pas comme suffisamment éclairé pour rejeter ou admettre la pièce litigieuse de plano, ou s'il n'a pas cru devoir procéder lui-même à cette vérification, il lui appartient de commettre un de ses membres devant lequel la vérification sera faite. Pour rester dans le

cadre de notre sujet, nous nous occuperons uniquement de cette dernière hypothèse.

Lorsque le Tribunal croit devoir ordonner la vérification par témoins, l'enquête a lieu dans les formes du droit commun dont nous parlerons plus loin, mais avec cette particularité cependant que la pièce déniée doit être présentée aux témoins et revêtue de leur paraphe (art. 212). Au cas, qui est le plus fréquent, d'expertise, la pièce étant déposée au greffe, le juge commissaire rend une ordonnance fixant la date de la comparution devant lui des parties ou de leurs avoués à l'effet de convenir des pièces de comparaison à produire. Si l'une des parties fait défaut, le juge en fait son rapport au Tribunal qui doit rejeter la pièce s'il s'agit du demandeur, et *peut* la tenir pour reconnue lorsque c'est le défendeur qui ne s'est pas présenté. Si les parties comparaissent et conviennent à l'amiable des pièces de comparaison, le juge commissaire dresse procès-verbal de cet accord et ordonne au greffier de remettre aux experts les documents sur lesquels elles sont tombées d'accord. Si enfin les parties ne peuvent s'entendre, les pièces de comparaison sont, aux termes de l'article 200, désignées par « le juge ». Qu'entend-on par le mot juge ? Evidemment le Tribunal, bien que le fait ait été l'objet d'une controverse ! En effet, ici, ce vocable est pris dans le sens générique. Afin d'éviter toute équivoque le Tribunal avait demandé, lors des travaux préparatoires à la rédaction du code de procédure civile, que le qualificatif de *commissaire* fut toujours

ajouté au mot *juge* lorsqu'il s'agirait de ce magistrat. Il fut fait droit à cette observation. L'article précité exige donc que le juge commissaire, dans ce dernier cas, renvoie les parties devant le Tribunal qui choisit lui même les pièces de comparaison (1). La nomenclature des pièces une fois arrêtée, le magistrat ordonne au détenteur de les apporter aux jour et heure par lui fixés au lieu où se fera la vérification.

Cependant la loi a prévu le cas où les pièces ne pourraient être déplacées (s'il s'agissait, par exemple, d'un registre de l'année courante de l'Etat-Civil) ; le Tribunal a le pouvoir d'ordonner alors, *sur le rapport du juge commis*, que ces documents seront examinés sur place, et le juge, assisté du greffier, se transporte sur les lieux à cet effet. Les pièces de comparaison peuvent aussi être transportées au Greffe par tout dépositaire.

Il peut arriver, enfin qu'il n'existe aucune pièce de comparaison ou que celles qui sont à la disposition de la justice paraissent insuffisantes. La loi (art. 206) donne au juge commis le pouvoir de remédier à cet inconvénient en décidant, soit d'office, soit à la requête du poursuivant, que le défendeur sera tenu de faire un corps d'écriture, — sous la dictée des experts s'il en est nommé, ce qui est le cas le plus

(1) Nonobstant les termes de l'art. 200 du C. de procédure, le juge commis n'a pas qualité pour trancher les contestations survenant devant lui sur la détermination des pièces de comparaison. Il doit renvoyer les parties devant le Tribunal, lequel sur son rapport, statue sur l'incident (Dalloz. Nouveau C. de procéd. annoté. art. 200 n^{os} 3 et 4).

fréquent, — en présence de son adversaire — et, bien que le Code soit muet à cet égard, — en présence du magistrat.

Il va sans dire que si le défendeur refusait de se soumettre à cette épreuve, le juge devrait se borner à saisir sans délai de cet incident le Tribunal, qui pourrait décider que la pièce incriminée serait tenue pour reconnue.

Qu'il nous soit permis de faire remarquer la fragilité de ce moyen de preuve : la mauvaise foi, l'émotion du défendeur peuvent l'amener, volontairement ou inconsciemment, à modifier son écriture. Aussi est-il admis en principe qu'il ne doit être employé qu'avec beaucoup de circonspection et à défaut de tout autre.

Ces éléments de preuve une fois réunis il ne reste plus aux experts qu'à procéder à leurs opérations, serment préalablement prêté. Elles ont lieu au greffe, devant le greffier ou devant le juge s'il l'a ainsi ordonné. Il va sans dire que les parties ne doivent pas assister à l'expertise, leur présence étant de nature à gêner les hommes de l'art dans leur indépendance.

Toutes les phases de la procédure incidente confiée au juge, que nous venons d'examiner rapidement, sont de sa part l'objet d'un procès-verbal détaillé auquel le rapport d'expertise est annexé. En cet état, toutes les pièces sont transmises au Tribunal qui statue comme de droit.

Notons en terminant que deux commissions insti-

tuées en 1866 et 1893, en vue de modifications à apporter au Code de Procédure Civile ont proposé de simplifier la procédure de vérification, en donnant au Tribunal le droit de déterminer, dans tous les cas, les pièces à produire et de procéder lui-même à leur comparaison. Jusqu'à ce jour il n'a pas été donné suite à ce projet qui aurait pour résultat d'amoinvrir et même de supprimer les attributions du juge commissaire.

Les lois Genèvoises de 1819 (art. 250 et 251) et 1891 (art. 279-280) donnent aussi la préférence à la vérification faite devant le Tribunal. Il en est de même du Code Monégasque dont l'art. 281 indique, *par contrario*, aux juges qu'ils devront vérifier eux-mêmes l'écriture déniée ou méconnue s'ils possèdent des éléments suffisants pour en apprécier la sincérité. Ce dernier Code et le Code italien par son article 288, admettent, comme notre Code, que la demande en vérification d'écritures peut être principale aussi bien qu'incidente. Les Codes espagnol (art. 606 à 609), portugais (art. 248 à 250), allemand (paragraphe 406, 407, 408) et la loi de Genève de 1891 (art. 260 à 284) ont des dispositions opposées, ils n'autorisent la vérification que par voie incidente, au cours d'une instance. Les trois premières législations, d'ailleurs, n'ont pas de procédure spéciale pour cette matière qui ne donne lieu en Portugal et en Espagne, qu'à une simple expertise. La loi allemande règle brièvement et de la même façon la vérification d'écritures et le faux incident civil.

b) *Inscription de faux*

L'inscription de faux constitue un incident de procédure qui naît lorsqu'une partie prétend qu'un acte sous seing privé ou authentique, communiqué ou produit au cours d'une instance, est faux ou falsifié. Dans ce cas le demandeur doit s'inscrire en faux devant le Tribunal qui rejette l'inscription ou l'admet si l'existence du faux paraît vraisemblable et qu'il y ait quelque intérêt à l'établir. Dans cette dernière hypothèse le jugement qui autorise l'inscription nomme un juge pour procéder à cette instruction.

Le défendeur doit, avant tout, déposer la pièce prétendue fausse au Greffe dans le court délai imparti par la loi et sommer le demandeur d'assister au procès-verbal de description qui sera dressé par le juge commissaire.

Lorsqu'il existe une minute du document argué de faux, il devient intéressant de procéder à un rapprochement avec l'original. Le juge peut alors, *mais seulement à la requête du demandeur*, en prescrire l'apport par une ordonnance rendue en présence du défendeur, à moins que, s'il s'agit d'une difficulté lui apparaissant sérieuse, il ne juge à propos d'en référer au Tribunal. La durée du délai de production est laissée, selon le cas, à l'appréciation souveraine du juge commissaire ou du Tribunal.

La pièce étant déposée au Greffe, le juge-commis,

assisté du greffier, en dresse procès-verbal en présence du Ministère Public, des parties ou de leurs représentants munis d'un pouvoir spécial et authentique ; ce procès-verbal doit décrire minutieusement l'état de la pièce et en mentionner toutes les particularités de nature à éclairer la justice. Les pièces et minutes sont paraphées par le magistrat instructeur, le Ministère Public et les parties si elles sont présentes, ou par leur fondé de pouvoir. En l'absence des uns ou des autres il est passé outre.

Lorsque le procès-verbal a été ainsi dressé, après des formalités et des délais dans le détail desquels nous n'avons pas à entrer ici, le Tribunal est appelé à examiner si les moyens de faux produits et combattus par chaque partie sont ou non admissibles. — S'ils sont jugés pertinents, mais non encore démontrés, il en ordonne la preuve devant le juge commissaire, par titres, par témoins ou par experts, ou par ces trois moyens cumulés. — Si les trois moyens de preuve ont été ordonnés, c'est au Tribunal, ou, à son défaut, au juge commis, à régler, d'après les circonstances, l'ordre dans lequel le demandeur les mettra en œuvre. Quand l'ordre des preuves n'a pas été déterminé par la justice, le demandeur dirige l'instruction à son gré. — Notons, en ce qui concerne la nomination des experts, qu'ils sont désignés par le Tribunal à l'exclusion des parties et que leur nombre ne peut être inférieur à trois.

L'instruction ainsi terminée, le jugement est poursuivi sur simple avenir.

Ainsi qu'on peut le constater par ce qui précède, le rôle du juge commissaire en cette matière se rapproche beaucoup de celui qui lui incombe en ce qui concerne la vérification d'écritures. — Chargé de diriger une procédure délicate qui peut amener, à un moment donné, des poursuites criminelles, il est essentiel de ne la confier qu'à un magistrat d'expérience et ayant une habitude approfondie de la procédure.

Les dispositions de notre Code sur l'introduction de la demande en inscription de faux (articles 214-215, et suivants) se retrouvent dans de nombreuses législations étrangères : Code portugais (art. 336 et s.), Code espagnol (art. 511 à 514), Code allemand (§ 406). Les Codes italien (art. 296) et monégasque (art. 290 à 293) admettent l'inscription civile en faux par voie principale. Cette procédure est en Italie, comme en France, longue, coûteuse, et aux formalités multiples. — Nous n'avons trouvé dans ces diverses législations aucune disposition concernant le juge commissaire et susceptible de retenir notre attention.

c) Enquête

En suivant l'ordre du Code, nous parvenons à l'enquête, procédure très importante dans laquelle le Juge Commis a un rôle prépondérant.

L'enquête est « le mode de recevoir et de constater la preuve testimoniale » ; elle a pour effet de rechercher au moyen du témoignage des hommes la vérité d'un fait avancé par l'une des parties et contesté par l'autre. Lorsqu'en matière civile l'enquête est écrite elle a lieu, non pas publiquement devant le Tribunal, mais à huis-clos (1), devant un juge commissaire qui dresse un procès-verbal des dépositions des témoins sur le vu duquel, lors du jugement du

(1) Le secret des enquêtes et leur rédaction par écrit datent de la désuétude des gages de bataille. — Il y avait alors une bonne raison pour ne pas remettre en présence les parties et les témoins; c'était la crainte de réveiller les souvenirs du champ-clos et de voir se renouveler l'ardeur des provocations. Peut-être aussi ce fut un coin de son voile que la juridiction ecclésiastique vint jeter sur les cours laïes.

Cependant lorsque les juges consuls furent institués, on trouva bon qu'ils entendissent les témoins à l'audience ; et par la suite, cette forme plus simple, plus expéditive, fut étendue aux enquêtes des matières sommaires, dans tous les sièges de justice, mais non pas dans les cours et les présidiaux, à cause de leur dignité.

Au civil comme au criminel, le secret fut la règle, la publicité fut l'exception, (Boncenne. Procédure civile. IV. p. 205).

fond, le Tribunal sera appelé à statuer. On se rend compte, dès lors, de la délicatesse et de l'importance de la mission dont est investi le Juge.

Transportons-nous, en effet, par la pensée, dans la Chambre des Enquêtes ; le juge y siège assisté de son greffier et entouré des parties et de leurs avoués, ces derniers ayant en mains les éléments qui leur permettront tout à l'heure de poser aux témoins de multiples questions par l'intermédiaire du juge.

Le témoin est introduit, il prête serment et est invité à déposer après lecture, ainsi qu'il est d'usage, du dispositif de la décision qui a ordonné l'enquête.

Comment doit-il être procédé à sa déposition ? C'est à ce moment que le rôle du juge devient particulièrement important. Devra-t-il dicter au Greffier, au fur et à mesure qu'elles se produisent, les déclarations du témoin ? Non, évidemment, et cela se comprend : tel témoin, prolix dans ses explications, s'exprime par un torrent de paroles qu'il devient nécessaire d'endiguer, de canaliser ; tel autre, intimidé par l'appareil judiciaire, pourtant bien simple, et la présence des parties dont les questions, parfois captieuses, pourront l'embarrasser, redoutant peut-être aussi des représailles possibles, se confîne dans un mutisme presque absolu. Il est donc essentiel, et c'est ce qui a lieu dans la pratique, sauf exceptions, que le magistrat attende pour consigner dans son procès-verbal les dires du déclarant que celui-ci ait terminé sa déposition. Mais combien la tâche imposée au Juge est ici difficile ! Il doit dans la rédaction

conserver autant qu'il est possible, la physionomie de chaque témoignage et ne pas hésiter à consigner les expressions, mêmes incorrectes ou triviales, si elles rendent plus énergiquement la pensée de la personne qui dépose. Il est nécessaire, en effet, pour le juge de ne pas oublier que le procès-verbal d'enquête sera la pierre angulaire de la discussion qui se produira devant le Tribunal. Il est, dès lors, indispensable que ce procès-verbal donne, en quelque sorte, aux juges chargés de statuer au fond, la vision, nous pourrions dire cinématographique, de ce qui s'est passé devant le Juge Commissaire et qui est de nature à les éclairer. D'où l'obligation pour lui de s'abstenir avec soin de tout arrangement qui aurait pour conséquence d'enlever aux dires des témoins leur originalité. Et c'est, il faut le reconnaître, une tâche fort difficile que de conserver à la déposition d'un témoin toute sa physionomie, de n'exprimer ni plus ni moins et de rendre le degré précis de sa conviction. Il n'y a qu'à considérer, pour s'en convaincre, toutes les nuances que présentent certains mots, la valeur que leur donne telle ou telle manière de les proférer, la variété de signification, enfin, que l'homme qui dépose et le juge qui rédige peuvent attacher aux mêmes termes.

L'audition des témoins est d'une si grande importance, et il est nécessaire que leurs déclarations soient consignées avec une scrupuleuse exactitude, qu'on s'est souvent demandé s'il n'eût pas été préférable que l'enquête eût lieu *en toute matière* devant

le Tribunal entier. Il est en effet bien difficile, a-t-on ajouté, que le juge commissaire, quelque précis et véridique que soit son procès-verbal, y ait fait absolument abstraction de son impression personnelle. Mais cette manière de procéder, qui peut avoir sa valeur en théorie, présenterait dans la pratique de réels inconvénients. On comprend que dans un Tribunal dont le rôle est peu chargé les enquêtes faites devant lui ne retarderaient pas l'expédition des affaires et présenteraient, dans ces conditions, certains avantages ; mais il ne saurait en être de même dans un siège très occupé où cette pratique risquerait d'encombrer le rôle et d'entraîner dans la solution des procès des retards, au grand préjudice des justiciables.

Le législateur devait, dès lors, adopter une règle uniforme pour tous les tribunaux et c'est avec raison, à notre avis, qu'il a prescrit, en matière ordinaire, la délégation d'un juge pour diriger cette procédure (1), laquelle, n'occupant qu'un seul magistrat,

(1) La délégation d'un juge commis pour ouïr les témoins est d'un usage beaucoup plus ancien que le secret de leur audition... Une capitulaire de l'année 829 prescrivait aux envoyés royaux, missi dominici, de choisir dans chaque comté les hommes les meilleurs et les plus sincères pour faire les enquêtes, rapporter la vérité des choses. et aider les Comtes à rendre la justice (Capitul. Ludovicii-Pii. tit. 2. cap. 3). La même prescription se retrouvait dans les capitulaires de Charles le Chauve et dans la loi des Lombards.

Pour les affaires des évêques, des abbés et des grands, qui se portaient à la Cour du roi, le comte du palais faisait lui-même les enquêtes et venait rapporter au Conseil ce qui lui en était

ne risque pas ainsi d'absorber le temps destiné aux audiences et d'être une source de lenteurs et d'entraves regrettables pour la bonne administration de la justice.

Ajoutons, en terminant cet exposé, à quel point il est indispensable que les Tribunaux ne confient les enquêtes qu'à des magistrats ayant une pratique approfondie des affaires. Dans les sièges où, à raison du nombre de leurs membres, cela serait possible, la spécialisation de l'un d'entre eux dans les fonctions de juge enquêteur présenterait les plus sérieux avantages ; ce magistrat acquerrait par une pratique

apparu. Plus tard on nomma des commissaires particuliers, des auditeurs, qui furent chargés d'aller procéder dans les provinces, aux enquêtes que la Cour avait ordonnées (Beaumanoir Chap. 40).

Dans les causes des gens de petit état, que le comte palatin avait le pouvoir d'expédier seul, il déléguait à son tour des enquêteurs pour examiner et entendre les témoins.

Les enquêtes devinrent nombreuses après que Saint-Louis eut remplacé les combats judiciaires par la preuve testimoniale. — Il arriva que les baillis, les prévôts et leurs lieutenants en vinrent à confier à leurs clercs ou à leurs familiers l'examen et l'audition des témoins, ce qui donna sujet à beaucoup de plaintes. Une réforme s'en suivit. Les commissaires aux enquêtes furent choisis parmi les conseillers de la Cour, et les magistrats furent partagés en deux classes, celle des enquêteurs ou rapporteurs, et celle des regardeurs ou juges. Ce fut l'origine de la Chambre des enquêtes dans les Parlements. Philippe le Long voulut qu'il y eut deux chambres des enquêtes dans les Parlements, une pour délivrer toutes les enquêtes du temps passé et l'autre pour délivrer celles qui se feraient à l'avenir. (Ordonnance du 2 décembre 1319). Le nombre de ces chambres a été successivement augmenté et réduit. Il en existait 3 au Parlement de Paris à l'époque de la Révolution. (Boncenne. Procéd. civile, IV pag. 201)

constante, une connaissance psychologique plus approfondie de la nature humaine, — ainsi qu'on le constate en matière criminelle en ce qui concerne le juge d'instruction — et dont la collectivité ne pourrait que tirer utilité.

Il importe maintenant d'énumérer les actes auxquels doit se livrer le juge du jour de sa nomination jusqu'à celui où il est appelé à prendre part à la décision définitive.

Le jugement qui prescrit l'audition des témoins désigne en même temps le juge chargé d'y procéder et, le cas échéant, le délai dans lequel l'enquête doit être commencée et terminée (art. 255 et 258).

L'enquête commence à partir de l'ordonnance, rendue par le juge commissaire à la requête du demandeur, en vue d'assigner les témoins aux jour et heure qu'il indique, en tenant compte du domicile du témoin le plus éloigné. — Tous doivent se présenter à la date fixée ; faute de déférer à cette injonction ils sont passibles : 1^o) de dommages-intérêts envers la partie adverse ; 2^o) d'une amende dont le maximum est de 100 fr. — S'ils ont été réassignés en vain (art. 264), l'amende devient obligatoire et les défaillants peuvent, en outre, faire l'objet d'un mandat d'amener, non convertissable cependant en mandat de dépôt. Ces diverses sanctions sont prononcées par le juge commis dont le pouvoir de coercition est, on le voit, considérable.

A la date arrêtée, les témoins comparaissent et le Juge ouvre le procès-verbal d'enquête par la men-

tion de son ordonnance et du jour où il l'a rendue, s'il ne l'a déjà ouvert à cette dernière date. Il n'a qu'un droit, ne l'oublions pas, celui d'entendre les témoins ; il est le rédacteur, le régulateur de l'enquête ; mais, en dehors de l'instruction proprement dite de la cause, il ne lui est conféré aucun pouvoir, il ne lui appartient donc pas de statuer sur les incidents contentieux soulevés au cours de l'enquête ; le Tribunal est seul compétent pour les trancher, qu'il s'agisse de statuer sur la capacité des témoins, sur les reproches, demandes de prorogation, moyens de nullité proposés contre l'enquête. Il ne saurait le faire sans excéder les limites de son mandat.

Nous devons remarquer, toutefois, que si le juge commis tient de la désignation du Tribunal le titre de sa commission, c'est la loi elle-même qui a déterminé l'étendue de ses pouvoirs. Celui-ci puise dans les articles 263 et 266 du Code de procédure civile, de même que dans l'article 276 du dit Code, un pouvoir personnel de juridiction. S'il commet dans l'exercice de ce pouvoir un excès ou un abus d'autorité, c'est par suite par la voie de l'appel, c'est-à-dire devant une juridiction supérieure, que son ordonnance doit être réformée et non par le Tribunal qui n'est pas, par rapport au juge commissaire, une juridiction supérieure. Cette question est d'ordre public et doit d'office être soulevée par les juges d'appel (1).

(1) Cour de Rennes, 23 janvier 1914 — Recueil périodique de procédure civile, 1915 ; page 292.

Avant de procéder à l'audition des témoins, le juge commissaire doit remplir trois formalités : se faire représenter la copie de l'assignation, indispensable pour que le témoin puisse être entendu, -- lui demander les renseignements se rapportant à son état civil, -- enfin lui faire prêter serment.

Le témoin dépose oralement et ne doit pas, en principe, être interrompu, ni être l'objet de la part du Juge de questions qui l'amèneraient à répondre par oui ou par non. Ce n'est qu'au cas où son récit serait obscur ou incomplet qu'il serait alors loisible au magistrat enquêteur de l'interpeller et de le mettre ainsi à même d'éclaircir sa déposition. Les parties doivent s'abstenir d'interpellations directes ; toutes les questions qu'elles ont à poser doivent l'être par l'intermédiaire du juge qui est libre de les écarter s'il les estime inutiles. Les parties qui persisteraient à s'adresser directement au témoin s'exposeraient à une amende ou à l'exclusion prononcées par le juge en vertu d'une sorte de pouvoir de police qui nous paraît être de même nature que celui que détient le Président à l'audience. Il va de soi qu'il lui appartient de poser d'office toutes les questions qu'il croit utiles à l'instruction de la cause. Il peut même, dans certaines circonstances, interpeller sur des faits non visés par le jugement d'avant-dire-droit.

La déposition des témoins et l'interrogatoire qui la complète sont consignés au procès-verbal et lus au déclarant qui signe avec le magistrat et le Greffier.

Enfin le juge commissaire doit demander au

témoin s'il requiert la taxe ; sur sa réponse affirmative la taxe est mentionnée sur la copie de son assignation et le procès-verbal le constate, comme aussi son refus de la demander.

Lorsque tous les témoins régulièrement assignés ont déposé, le procès-verbal est signé, à peine de nullité, par le juge, son greffier et les parties. — Il constitue un acte authentique et solennel.

La responsabilité du Juge, en matière d'enquête est des plus sérieuses ; en effet n'oublions pas qu'elle doit être parachevée, à peine de nullité, dans la huitaine de l'audition du premier témoin, si le jugement qui l'a ordonnée n'a indiqué un plus long délai (art. 278). Elle doit donc être circonscrite dans un cercle étroit. Le juge qui ne se conformerait pas à cette prescription impérative s'exposerait à voir l'enquête déclarée nulle par sa faute et recommencée à ses frais, si le tribunal jugeait opportun d'en ordonner une autre. Il en serait de même si, par exemple, il l'avait ouverte sans avoir dûment convoqué les parties, entendu des témoins non régulièrement assignés, clos le procès-verbal sans l'avoir fait signer par les parties ou sans avoir constaté leur impossibilité de le signer, etc... ; mais il va sans dire qu'il ne répond que des vices de forme.

Ajoutons enfin que si la nullité est le fait des autres parties l'enquête ne peut plus être recommencée.

Citons ici une observation judicieuse de M. Lavialle : (étude sur la procédure civile, page 166 et s.)

« La nullité étant déclarée par le Tribunal, ce système
» présente surtout un inconvénient, c'est que le juge
» commis, membre du Tribunal, siégera au jugement
» de la demande de nullité, et qu'on y verra l'avoué
» (ou l'huissier) et lui se rejeter l'un sur l'autre l'er-
» reur qui a vicié l'enquête et qui, selon qu'elle vient
» de l'officier ministériel ou du magistrat, interdira de
» refaire *l'enquête* ou permettra de la recommencer ».

Contre-enquête :

La contre-enquête est de droit (art. 256). Le droit naturel donne au défendeur la faculté d'amener aussi des témoins pour détruire, pour atténuer et pour expliquer ce qui a été allégué contre lui. Ainsi, lorsqu'une des parties a été, sur sa demande, autorisée à faire entendre des témoins sur certains faits, l'autre est de plein droit admise à prouver par témoins les faits qui sont en contradiction, ou même seulement en rapport direct avec ceux sur lesquels porte l'enquête. S'il en était autrement et que la contre enquête ne dût comprendre que des faits constituant la négation de ceux admis en preuve, elle serait presque impossible à administrer et deviendrait, dès lors, inopérante.

Nous croyons devoir signaler les inconvénients que présente, à notre avis, la contre enquête en l'état de la législation actuelle. Comme naturellement elle se produit après l'enquête, alors que le défendeur a eu connaissance des déclarations des témoins de son

adversaire, il aura toujours sur ce dernier l'avantage de pouvoir combattre avec plus de facilité les dépositions de l'enquête et, par suite, dans l'intervalle, si court soit-il, qui sépare les deux procédures, d'indiquer à ses témoins le sens dans lequel ils devront parler pour infirmer les déclarations déjà reçues. Pour qui connaît la fragilité des témoignages, cette supposition n'a rien qui puisse surprendre !

Signalons en terminant que le projet de réforme du Code de procédure civile de 1898 permet aux Tribunaux, soit d'ordonner l'enquête à l'audience, soit, de commettre un juge pour y procéder, de *même il réunit l'enquête et la contre-enquête en une seule procédure et confie au magistrat délégué le droit de statuer sur les incidents sans les renvoyer devant le Tribunal.* — En outre, les reproches des témoins sont supprimés, ils font l'objet d'une mention spéciale au procès-verbal, et il est statué sur eux *immédiatement* par le Tribunal.

Un contre-projet d'une Commission parlementaire de 1890 se prononçait pour l'enquête à l'audience, sauf au cas d'éloignement des témoins ou d'impossibilité absolue. — Une commission extra parlementaire nommée en 1865 avait déjà émis un avis dans le même sens — Enfin celle de 1883 donne au tribunal, comme le projet de réforme de 1898, la faculté de décider que l'enquête se fera devant lui à l'audience, ou devant un seul de ses membres.

Indiquons aussi que presque toutes les législations

étrangères ont admis le système des enquêtes devant le Tribunal lui-même, en audience publique. Telles sont presque toutes les lois suisses : *Loi de Genève* de 1819 et 1891 (art. 191-202). le *Code vaudois* (art. 230), le *Code de Neuchâtel* (art. 198), les *Codes allemand* (§ 338 et 340) *monégasque* (art 303-312), *portugais* (art. 264 et 266), *espagnol* (art. 612 § 2, — 868 — 898).

— Il nous semble que la *législation anglaise* a également consacré la publicité des enquêtes à l'audience (consulter, en effet, dans l'Annuaire de Législation étrangère de 1874, page 64, en note (2), les commentaires sur « l'Acte » du 5 août 1873, annexe art. 36). — *Le Code italien*, cependant, admet les deux systèmes : enquête à l'audience ou devant un commissaire suivant la décision du Tribunal.

Il nous a paru utile de rattacher à l'enquête certaines modalités de la procédure se rapportant à la déclaration **d'Absence** (art. 115 à 119 du Code civil). -- La demande se forme par requête, cette requête comporte la nomination d'un juge lequel fait un rapport sur la nécessité de l'enquête sollicitée. Lorsqu'elle est ordonnée, elle est faite contradictoirement entre le Ministère Public, représentant le présumé absent, et le demandeur en déclaration. Son but est de constater l'absence et d'en découvrir les causes. Pour y parvenir, le juge commissaire s'inspire de toutes les pièces produites et procède à l'audition de tous témoins utiles. S'il résulte de l'ensemble de

l'enquête qu'on n'a plus à espérer recevoir des nouvelles de l'absent, le Tribunal, un an après le jugement qui a ordonné l'instruction, peut déclarer l'absence.

Comme la déclaration entraînera pour l'absent les résultats les plus graves, qu'elle pourra le priver de tous ses revenus ou de leur presque totalité, il est aisé de comprendre avec quelle circonspection le juge commis doit agir dans cette procédure.

Nous ne saurions clore ce chapitre sans avoir indiqué que la procédure de l'enquête, telle qu'elle est réglée par notre Code, présente de très graves lacunes

Le Juge, qui n'a pu constater l'existence d'un fait, *propriis sensibus*, est dans l'obligation, pour statuer sur sa constance, sur sa réalité, de s'en remettre au témoignage des hommes, et c'est alors le témoin qui dicte, en quelque sorte, la sentence du juge. « Mais » tant de causes d'intérêts particuliers, tant de passions diverses peuvent dans le commerce ordinaire » de la vie, et jusque dans le sanctuaire de la loi, porter les hommes à trahir ou altérer la vérité, que la » prévoyance de tous les législateurs a dû exiger » qu'avant d'apporter à la justice l'autorité de sa » déposition, le témoin appelé à rendre compte de ce » qu'il a vu ou entendu, engageât sa conscience devant » Dieu par un lien redoutable (1) ». -- La prestation

(1) Dalloz, répertoire alphabétique -- V^o serment n^o 132.

du serment est la seule mesure de précaution que le législateur ait prescrite pour assurer la sincérité de la déposition d'un témoin.

Or, cette formalité, qui était peut-être suffisante lors de la rédaction du Code de Procédure, ne l'est plus, dans bien des cas, à notre époque, où l'importance des concepts religieux a décru, où les doctrines morales et spiritualistes sont en décadence et font place parfois à un positivisme brutal.

Sans doute, la loi a édicté des peines rigoureuses (art. 363 à 365. C. pénal) contre les témoins qui ne diraient pas la vérité. Mais la preuve du faux témoignage et de la subornation est presque impossible à apporter en matière civile, et la crainte de ces sanctions, très rarement appliquées, n'arrêtera pas les témoins qui, s'ils ne le sont pas non plus par l'horreur du parjure ou par leur honnêteté native, se laisseront conduire en déposant par leurs passions ou leur intérêt. Les parties trouveront alors leur esprit tout préparé pour accueillir leurs propositions. Les témoins prêteront une oreille bienveillante aux suggestions des plaideurs et ceux-ci, qui dirigent la procédure, choisissent librement leurs témoins, ont une grande influence sur la fixation des délais, assistent à l'enquête, seront dans des conditions éminemment propices pour suborner ceux qu'ils produiront, leur indiquer le sens que devront avoir leurs déclarations et les réponses à faire aux questions susceptibles de leur être posées. Il pourra donc résulter de cet état de choses que l'ensemble des témoignages recueillis,

-- l'enquête et la contre enquête, -- sera favorable, non pas au plaideur ayant pour lui le droit, mais au plus astucieux, à celui qui aura les moyens d'acheter la voix du plus grand nombre de témoins.

Comment remédier à ce résultat qui est très rare, nous devons le dire, mais dont la seule possibilité est intolérable ?

Peut-être en augmentant les pouvoirs du juge chargé de présider l'enquête, en les rendant plus semblables sans toutefois les assimiler entièrement à ceux dont est investi, vis-à-vis des témoins, le magistrat qui instruit un procès criminel. N'est-ce pas, en effet, dans une enquête civile aussi bien que dans une instruction criminelle, la réalité de certains faits qu'il faut établir ? Toutes les fois que les Tribunaux civils ou criminels ont recours à des témoins, on ne se propose jamais autre chose que la constatation d'un fait. Le juge doit, dès lors, rechercher la seule vérité dans l'un et l'autre cas et, une fois qu'il est saisi par les parties, on ne devrait rien négliger pour lui permettre de la découvrir sauf la liberté reconnue aux plaideurs, si la mesure d'investigation ordonnée par lui ne leur plait pas, d'abandonner l'instance. Il serait inadmissible d'obliger le magistrat à statuer lorsqu'il a encore des doutes -- et souvent les moyens d'information mis à sa disposition par la loi ne suffiront pas à les faire disparaître ; une enquête complémentaire, par exemple, ne pourra pas les lui enlever parce qu'elle sera entachée des mêmes défauts que la première enquête.—

Le magistrat serait tenu de juger sans avoir pu s'éclairer, de rejeter la demande d'une partie sans avoir acquis l'entière certitude qu'elle était mal fondée, ou de condamner le défendeur sans être persuadé de ses torts.

On devrait donc donner au juge la faculté, sous le contrôle du Tribunal, d'ordonner des démarches, d'accorder des délais, de faire avancer ou retarder la procédure d'après ce qu'il croit convenable et sans s'en remettre au seul soin des parties dont le droit de recours contre ses décisions serait suffisamment sauvegardé par la possibilité de porter les incidents devant le Tribunal ou en appel.

Ainsi le juge commissaire aurait le pouvoir, s'il est permis de s'exprimer ainsi, de « prendre l'affaire en mains », de citer de lui-même des personnes, même non indiquées par les plaideurs, mais pouvant avoir eu connaissance des faits à prouver ou de leurs circonstances. -- Les témoins seraient entendus tout d'abord *hors de la présence des parties et de leurs conseils*, le juge leur indiquerait les points sur lesquels ils devraient déposer et pourrait leur faire des questions et des objections qui l'aideraient à compléter leurs dépositions. Les parties pourraient ensuite être présentes et, après avoir pris connaissance de l'ensemble des déclarations, faire poser d'autres questions par l'intermédiaire du juge. On aurait plus de chances d'éviter ainsi les collusions frauduleuses entre les plaideurs et les témoins et, en facilitant la manifestation de la vérité, on permettrait aux juges du fond de rendre leur sentence avec une certitude plus grande, une conscience plus tranquille.

d) *Interrogatoire sur faits et articles*

L'interrogatoire sur faits et articles a pour objet « *d'arriver à un aveu judiciaire provoqué par les questions du juge* » (1). Il se distingue de la Comparution personnelle des parties en ce que cette dernière a lieu à la barre du Tribunal même et que les parties sont interrogées chacune à son tour mais en présence l'une de l'autre, tandis que l'interrogatoire sur faits et articles se fait hors la présence de celui qui l'a requis et qu'il y est procédé en Chambre du Conseil par le Président ou le juge par lui commis.

L'interrogatoire sur faits et articles ne peut être ordonné d'office, mais seulement par une requête de la partie qui veut faire interroger son adversaire. Cette requête doit contenir les faits sur lesquels il devra porter. A remarquer que tout est secret à l'égard de la partie demanderesse jusqu'au moment où, en vertu de l'article 329, la requête et les ordonnances du Tribunal, du Président ou du juge désigné pour l'interrogatoire lui seront signifiées, vingt quatre heures au moins avant qu'il y soit procédé.

Quel est dans cette procédure le rôle du juge commis ? Il est évidemment des plus actifs, et la pra-

(1) Glasson. Précis de Procédure Civile. Tome I. n° 833.

tique a singulièrement étendu ses pouvoirs, ainsi que nous allons le voir.

Son premier acte est de rendre, sur requête, une ordonnance rédigée au bas du jugement qui a prescrit l'interrogatoire. Si le Tribunal n'a pas lui-même indiqué la date où il doit y être procédé, il appartient au Juge de la fixer.

L'interrogatoire a lieu en présence du juge et de son greffier seulement. La partie doit répondre en personne, sans s'aider de notes écrites et sans l'assistance d'un conseil. Ses déclarations doivent être précises. Elles sont consignées par le greffier sur le procès-verbal qu'elle doit signer après lecture. -- Le Juge commis à la faculté, et c'est là surtout que sa mission devient délicate, de poser d'office à la personne interrogée des questions, auxquelles elle est tenue de répondre, se rapportant à des faits non contenus dans la requête et dont l'interrogé n'a, par suite, pas eu connaissance préalablement. Ce pouvoir discrétionnaire conféré au Juge commis, qui dans la pratique devient principal alors que, d'après la loi, il ne devrait être qu'accessoire (art. 333), a, d'après nous, l'utilité de permettre au magistrat commis de poser des questions imprévues et sur lesquelles la partie n'aura pas pu se concerter avec ses conseils.

Le juge, avant de clore son procès-verbal, doit interpellé la partie interrogée de déclarer si elle a dit la vérité et persiste.

L'interrogatoire des parties est un moyen d'ins-

truction beaucoup plus efficace, susceptible d'amener plus sûrement à la découverte de la vérité, lorsque plusieurs personnes y sont soumises. Le juge commissaire doit alors les interroger toutes le même jour, séparément, et laisser entre chaque interrogatoire un intervalle très court pour qu'une partie ne puisse communiquer aux autres les questions qui lui ont été posées et les réponses qu'elle a faites. Il peut arriver que pour échapper à cette précaution, une des personnes qui doit être interrogée se présente seule et que l'autre fasse demander un renvoi. Le commissaire peut déjouer cette artificieuse combinaison en fixant un nouveau jour pour procéder aux deux interrogatoires.

Il est certainement regrettable que la mesure d'instruction dont il s'agit ne puisse être ordonnée d'office par le Tribunal lorsque les parties n'ont pas jugé à propos d'y recourir. La justice est ainsi privée, dans certains cas, d'un élément précieux d'information, inconvénient qui serait évité si une plus grande latitude était laissée aux juges dans la direction des instances.

Il peut arriver que la partie contre laquelle est demandée cette procédure soit une personne morale qui ne peut être soumise à un interrogatoire proprement dit. Ne pouvant répondre de vive voix, elle répond par écrit et ses réponses, affirmées véritables, sont remises au juge par un mandataire spécial que le commissaire a le droit d'interroger sur les faits qu'il connaît personnellement. Mais il convient

d'ajouter que ses réponses ne sont reçues qu'à titre de simple renseignement, sans que les aveux émanant d'un mandataire puisse lier, ce qui serait inadmissible, l'administration qu'il représente.

Comparution personnelle devant un juge commis.

Il est de pratique courante que la comparution personnelle a lieu devant le Tribunal. Cependant il est loisible aux juges d'ordonner par le dispositif de leur jugement qu'elle s'effectuera devant un magistrat délégué. Il en est d'ailleurs très rarement ainsi et nous n'avons trouvé aucune décision dans ce sens (1). Elle a paru, en tous cas, tellement tombée en désuétude que le projet modificatif du Code de procédure civile, discuté en 1898, a supprimé cette comparution devant un seul juge. Qui ne voit, en effet, combien il est préférable que les parties comparais-

(1) Indiquons cependant qu'il est de pratique courante, dans certains sièges, que l'un des membres soit investi de la mission de recevoir les explications personnelles et contradictoires des parties et de faire au Tribunal un rapport en la Chambre du conseil sur les renseignements complémentaires qu'il a pu obtenir ainsi. Ce mode de procéder, qui n'exige ni les formes, ni la solennité du délibéré sur rapport, ne présente ni une violation de la loi, ni une atteinte aux droits de la défense. Les dispositions des articles 93 et 111 du Code de procédure ne s'y opposent pas. — (Dans ce sens : Cour de Paris (8^e chambre) 25 mars 1914 — Recueil périodique de Procédure. 1915. page 507.)

sent devant le Tribunal entier ? C'est à la fois un moyen rapide et plus sûr d'arriver ainsi à la manifestation de la vérité. — Ce ne serait qu'au cas où une partie serait dans l'impossibilité de comparaître qu'un juge seul pourrait être appelé à remplacer le Tribunal.

Plusieurs pays étrangers n'admettent pas l'interrogatoire sur faits et articles et consacrent exclusivement le système de la comparution personnelle devant le Tribunal entier ou, en cas d'impossibilité, devant un juge commis, il en est ainsi : du Code monégasque (art. 365, 368, 371), de la loi de Genève de 1819 (art. 160 à 171) et de 1891 (art. 151 à 162), du Code allemand (§ 132).

D'après le Code italien, comme d'après le Code français, l'interrogatoire des parties ne peut avoir lieu que « sur des faits précisés par articles séparés. » Il doit y être procédé, sauf exception, par un juge commissaire ; mais le Tribunal a pourtant le droit d'ordonner qu'il ait lieu à l'audience (art. 217). -- Les Codes espagnol (art. 579 à 582) et portugais (art. 216) exigent également que les faits sur lesquels doit porter l'interrogatoire soient articulés d'avance ; mais le Code espagnol permet de les tenir secrets pour la partie qui devra être interrogée en les indiquant sous pli fermé (art. 582). Signalons aussi que la législation espagnole exige que les déclarations provo-

quées par l'interrogatoire des parties aient toujours lieu sous la foi du serment. Toutefois, celui-ci peut être, au gré du demandeur à l'incident, tantôt décisive, tantôt non décisive ; au dernier cas les réponses de la partie ne font preuve que contre elle (art. 581).

e) Descente sur les lieux.

Le juge commissaire joue dans cette mesure d'instruction un rôle prépondérant. Appelé à représenter le Tribunal dont il doit éclairer la religion par des renseignements précis que les autres modes de preuve, enquête ou expertise, seraient dans l'impossibilité de lui fournir, il est forcé, pour remplir sa mission, de se livrer à une inspection et à une étude minutieuse des lieux contentieux. -- En matière de servitude ou de possession, de clôture de propriété immobilière, par exemple, le transport s'impose tout naturellement et des indications qu'il procurera dépendra le sort du litige.

Ce mandat doit, en principe, être confié à l'un des juges ayant pris part au jugement qui l'a prescrit (art. 296). -- Mais il n'y aurait aucune nullité à en désigner un autre, et, dans la pratique, cette fonction est parfois dévolue soit au juge de paix du canton où se trouvent les lieux litigieux, soit à un Tribunal étranger, par commission rogatoire.

Par ordonnance sur requête, le juge commis fixe le lieu, le jour et l'heure où il sera procédé à la descente (la partie qui a présenté requête doit en prévenir son adversaire). A cette date, il se transporte sur les lieux accompagné du Greffier. -- Bien que ses pouvoirs soient limités par la décision qui l'a nommé,

il n'en jouit pas moins d'une certaine latitude : il peut, s'il l'estime utile à la découverte de la vérité, interroger les personnes présentes, les voisins, dans les mêmes conditions que les experts procédant à une enquête officieuse. Il recueille également les dires et observations des parties dont il tient compte s'il y a lieu. -- Après quoi il dresse un procès-verbal détaillé, qu'il doit, autant que possible, rédiger sur les lieux. Il y relate tout ce qui lui paraît utile pour éclairer le Tribunal. Il peut se faire assister, si le Tribunal l'y a autorisé, d'un homme de l'art, dans le cas, par exemple, où il conviendrait de lever un plan des lieux. Cette mesure ne constitue pas une véritable expertise.

Notons que le Tribunal entier, lorsque les lieux sont peu éloignés, s'y transporte à l'amiable et sans frais ; mais, dans ce cas, il doit convoquer les parties afin qu'elles puissent présenter leurs observations. Le procès-verbal est signifié par la partie la plus diligente et l'audience où il sera discuté poursuivie. Il est à peine nécessaire d'indiquer que le juge commis doit assister au débat sur le fond, cependant son absence ne serait pas une cause de nullité, la loi étant muette sur ce point.

f) Expertise

Le jugement qui ordonne une expertise doit désigner un juge commissaire pour recevoir le serment des hommes de l'art, et spécifier si ce magistrat doit assister à leurs opérations. L'objet de cette mesure d'instruction doit être clairement énoncé.

On le voit, la mission du juge est d'habitude des plus restreintes. Cependant s'il lui a été prescrit d'assister aux opérations des experts, il a évidemment le droit de diriger ces auxiliaires de la justice et d'appeler leur attention sur tous les points qui lui paraissent offrir quelque intérêt.

En ce qui concerne l'aptitude à être expert, la capacité est la règle, l'incapacité l'exception. Il est, en effet, de principe que ces fonctions « peuvent être remplies par tous ceux que la loi n'a pas déclarés incapables de les exercer, soit à raison d'incompatibilité, soit pour toute autre cause » (1). Aussi on peut aisément se convaincre de la possibilité pour un plaideur de tomber sur des experts peu scrupuleux qui, ne trouvant pas dans l'engagement qu'ils ont pris sur l'honneur, un frein suffisant à leur cupidité,

(1) Dejean : Traité théorique et pratique des expertises n° 68.

pourront être subornés par la partie adverse et émettre une opinion partiiale.

A notre avis on diminuerait ce grave inconvénient, tout d'abord, en exigeant, ainsi que le fait le Code allemand, que les experts soient toujours désignés par le Tribunal lui même et non par les parties, ce qui donnerait plus de sécurité quant au choix des hommes de l'art et plus de poids à l'avis qu'ils exprimeraient. -- Ensuite, il serait souhaitable de voir attribuer, là encore, un pouvoir de contrôle au juge-commissaire. Ce magistrat, au lieu de se borner à recevoir leur serment, aurait, par le fait même de sa commission, la faculté de requérir des experts tous les éclaircissements qu'il jugerait nécessaires à l'instruction complète de la cause, il pourrait de sa propre initiative assister à leurs opérations et, même, faire vérifier leurs dires, tout au moins concernant les faits matériels. Il empêcherait, par son autorité, que les experts ne soient troublés et influencés par une partie ; il leur faciliterait le moyen de dresser leur rapport en les autorisant, par exemple, à procéder à des visites chez des tiers, à opérer des fouilles, des percements et autres opérations que les hommes de l'art, n'ayant pas caractère pour le faire, ne pourraient que demander sans pouvoir les ordonner.

Et cependant nous devons avouer que ce système d'extension des pouvoirs du juge commis en matière d'expertise ne paraît pas avoir retenu l'attention des législateurs, français ou étrangers. Ils ont cherché à éviter des frais aux plaideurs plutôt que d'augmen-

ter leurs garanties. C'est ainsi que la Commission de 1883 supprime dans son projet la nécessité pour les experts de la prestation du serment, elle les oblige seulement à déclarer leur rapport sincère — et ce serait là la seule sécurité qu'auraient les justiciables ! — Plusieurs législations étrangères, toujours dans un but d'économie pour les parties, exigent que le serment soit prêté devant le Tribunal au lieu de l'être devant un juge commissaire, tels sont : le Code monégasque (art. 351) les lois de Genève de 1819 (art. 221 et 222) et de 1891 (art. 230 et 231), les Codes : espagnol (art. 627), portugais (art. 236) allemand (§ 375). Ce dernier code, nous l'avons indiqué plus haut, n'autorise jamais les parties, même d'accord, à choisir les experts, ils sont, dans tous les cas, nommés d'office par le Tribunal.

CHAPITRE III

Exécution des jugements

a) Reddition de comptes

Tout administrateur de la fortune d'autrui doit rendre un compte détaillé de ses recettes et de ses dépenses. Lorsque le rendant et l'oyant sont en désaccord, ou s'il y a parmi eux un incapable, ils doivent s'adresser à la justice : c'est le cas de l'action en reddition de comptes.

Si le Tribunal condamne à rendre compte, il fixe pour ce faire un délai au rendant et nomme un juge commissaire devant qui le compte sera rendu.

Le rendant doit établir son compte dans le délai qui lui a été imparti, puis il présente requête au juge commis et celui-ci rend alors une ordonnance fixant le jour et l'heure de la présentation, signification en est faite à l'oyant.

Au jour indiqué le rendant, doit présenter son compte et l'affirmer exact et sincère, -- la présence de l'oyant, dûment appelé, n'est pas obligatoire. -- Le commissaire fixe, à ce moment, la date où le compte sera débattu. Ce jour venu les parties doivent se présenter devant lui ; il dresse procès-verbal de leur

accord ou de leur désaccord et, dans ce dernier cas, en fait rapport à l'audience. Si une des parties fait défaut, il rend une ordonnance de renvoi devant le Tribunal sans avoir besoin de dresser un procès-verbal.

Le magistrat commis est un mandataire du Tribunal ; chargé d'un travail spécial, il est une sorte de secrétaire de la juridiction qui l'a nommé, ses travaux consistent surtout à préciser des points de fait et à préparer la solution définitive sous le contrôle du Tribunal (1). Il a seulement le pouvoir de présider aux opérations du compte et n'a pas le droit de statuer sur les contestations qu'il occasionne ; il doit les soumettre au Tribunal. C'est également ce dernier qui doit être saisi par demande incidente, des recours formés contre les ordonnances qu'il a rendues. -- Lorsque des incidents sont soulevés devant lui, il doit procéder différemment suivant que l'incident touche ou ne touche pas au fond du droit.

Dans le premier cas, les bases mêmes du compte sont contestées, le juge commis doit donc, préalablement à toute autre opération, renvoyer les parties devant le Tribunal qui jugera l'incident. -- Dans le deuxième cas, le commissaire a qualité pour apprécier lui-même, d'après les circonstances, la gravité de l'incident, il peut y passer outre, sauf aux parties à s'expliquer ensuite devant le Tribunal, ou le soumettre à ce dernier tout en restant saisi du compte.

(1) Cour de Toulouse — 27 mars 1914.

b) Partages

Le Code de Procédure confie aux notaires la mission de procéder aux partages qui n'ont pas lieu à l'amiable (art. 969 et s.). Néanmoins les tribunaux ont la faculté de commettre un juge pour diriger et surveiller les opérations de l'officier public par eux délégué.

Lorsqu'un différend s'élève entre les copartageants, le notaire doit les renvoyer devant le juge commissaire dont le rôle se borne à essayer de les concilier. S'il ne peut y parvenir il fait un rapport au Tribunal sur les difficultés qui les divisent. Le Tribunal, comme pour la reddition de comptes, a seul le droit de statuer sur les incidents contentieux, le juge commissaire ne pourrait les trancher lui-même ; toutefois il a qualité pour nommer l'expert qui procédera à la formation des lots lorsque les copartageants sont en désaccord ou ne sont pas majeurs ou présents (art. 834 C. civil et 978. C. pr.).

On peut se poser la question de savoir s'il n'y aurait pas avantage à confier la mission de préparer le partage, qui serait ensuite réglé définitivement par le Tribunal, à un juge commis de préférence à un notaire.

Dans ces dernières années d'excellents esprits, commentateurs éminents de nos Codes, se sont deman-

dés s'il ne conviendrait pas d'élargir d'une façon générale les pouvoirs du juge commissaire dans les procédures où, jusqu'à ce jour, le législateur ne lui a conféré qu'une mission effacée, sous la tutelle d'un tribunal auquel il doit recourir avec une fréquence qui paralyse toute initiative de sa part. Si nous nous expliquons bien ses tendances, cette école, imprégnée jusqu'à un certain point de *Modernisme*, envisagerait, dans un avenir encore éloigné, l'institution du « Juge unique » Depuis plusieurs siècles l'Angleterre en a donné l'exemple et récolté les fruits. Le juge du Royaume Uni, objet d'une minutieuse sélection, se meut, en effet, dans une atmosphère qui lui permet de planer au-dessus des contingences humaines et lui assure le respect et les suffrages unanimes de ses concitoyens. Certes, il ne faut pas méconnaître les avantages d'un semblable organisme. Mais, serait-il compatible avec nos mœurs, notre caractère national, notre mentalité, notre conception, si différente de celle de nos voisins d'Outre-Manche ? Les générations futures en verront-elles l'éclosion ? C'est le secret de l'Avenir !

Quoiqu'il en soit et sans nous prononcer sur une théorie qui nous éloignerait du but de notre étude, il nous paraît à propos d'examiner sommairement le profit que le justiciable, car c'est constamment lui qu'il convient d'avoir en vue, tirerait d'une collaboration plus intime et plus directe avec le magistrat commis.

En matière de partage, spécialement, pour en re-

venir à ce que nous disions plus haut, l'économie qui en résulterait ne serait pas négligeable, surtout à notre époque où les tarifs des officiers publics ont dû être largement et avec raison majorés. N'est-il pas équitable, en effet, d'assurer à ces utiles auxiliaires de la justice, alors que les exigences de la vie croissent de jour en jour, des émoluments qui les mettent à l'abri des préoccupations d'un ordre matériel ? D'autre part, les liens qui les unissent à leur clientèle ne sont-ils pas de nature à les gêner parfois dans leur indépendance ? Avec le Juge, dira-t-on, rien de pareil à redouter. L'indépendance est sa qualité maîtresse. Dès lors quelle sécurité pour ceux qui savent devoir trouver en sa personne les garanties essentielles à qui confier à autrui ses biens toujours, son honneur quelquefois ! Et ce n'est pas tout : au-dessus du Juge qui est, lui, en contact intime et permanent avec les cohéritiers, existe le Tribunal dont il relève, qui, à l'issue du partage, devra, par son homologation et sur le rapport de son délégué, sanctionner une œuvre laborieuse et compliquée en donnant ainsi aux intéressés la sécurité d'un double et judicieux examen.

On peut néanmoins objecter à ce système qu'il ne comporte aucune responsabilité pécuniaire. Au contraire les parties conservent à l'encontre du notaire un droit à des dommages-intérêts en cas de faute de sa part, même exclusive de tout dol. Cet argument a certainement sa valeur et il serait imprudent de conclure sans réserve à l'adoption d'une théorie dont

l'empirisme pourrait surtout démontrer l'efficacité (1).

Nous devons ajouter aussi qu'avec l'organisation judiciaire actuelle la préparation du partage par le juge lui-même ne serait vraiment profitable que dans les tribunaux peu occupés, dont les magistrats auraient assez de temps, en dehors de l'expédition des affaires ordinaires, pour remplir avec soin cette mission souvent délicate.

Il est possible, néanmoins, de citer dans notre législation des exemples de l'institution virtuelle, implicite, du « Juge unique » : en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique (Loi du 3 mai 1841), un jugement du Tribunal dans le ressort duquel les biens sont situés prononce l'expropriation et commet un de ses membres pour remplir les fonctions de directeur du Jury chargé de fixer les indemnités (art. 14). — Sans doute ce magistrat est assisté de douze assesseurs : propriétaires, fermiers ou locataires de biens autres que ceux soumis à l'expropriation; seuls, ces derniers décident de l'indemnité à allouer aux propriétaires dépossédés (art. 39). Mais il est cependant des cas où, bien qu'entouré de ses collègues civils, le juge président statue pour ainsi dire : *seul*. Lorsqu'en effet il y a litige sur le fond du droit ou sur la qualité des réclamants, toutes les fois, dit la loi, qu'il s'élève des difficultés étrangères à la fixation d'une indemnité, les parties doivent être renvoyées

(1) Voir en ce sens ; Code Procéd. Civil. monégasque. t. 3. p. 339 et s.

quant à ce devant qui de droit (art. 39 in fine). Or il est facile de comprendre que les assesseurs s'en remettront inévitablement à l'expérience du Président, expérience du droit qu'ils ne sauraient posséder eux-mêmes, s'agissant de rendre une décision sur des incidents de compétence délicats que seul un magistrat de carrière est capable de trancher.

Qu'il nous soit permis, en terminant cette digression déjà longue, de noter encore que la loi du 9 mars 1918 sur les loyers, née de la guerre, a dessaisi les Tribunaux de droit commun au profit de Commissions Arbitrales. Elles sont composées de cinq personnes y compris, sur la désignation du Premier Président de la Cour d'appel, un Président choisi soit parmi les membres de cette haute juridiction, soit parmi les magistrats de première instance ; à défaut, elle est présidée par un Juge de Paix ou son suppléant, soit enfin par un avocat ayant au moins 10 ans d'inscription au tableau (art. 34 § 6). -- Devant ces Commissions les questions de droit les plus difficiles à traiter peuvent surgir. Citons pour mémoire celle si connue et si longtemps controversée, relative aux prorogations de baux, qui a donné lieu, après de nombreuses décisions contradictoires, à un arrêt de la Cour de Cassation, toutes chambres réunies, daté du 24 novembre 1920 (1), fixant enfin définitivement la jurisprudence et ayant maintenant

(1) Dalloz périodique 1920 — 1^{re} partie p. 104.

force de loi. Il va sans dire que chaque fois qu'avant la décision ci-dessus de la Cour suprême cette question s'était posée et plaidée à la barre des Commissions Arbitrales, le magistrat président avait été appelé à décider seul, ses collègues accidentels s'en étant remis à son expérience professionnelle pour statuer sur des points de doctrine, auxquels ils étaient naturellement étrangers.

Ce sont là des incidents de procédure qui ont mis *implicitement* en lumière l'intervention pratique d'un juge unique ; on nous excusera d'y avoir insisté peut-être trop longuement.

Si nous consultons les dispositions des législations étrangères concernant les Partages, nous voyons qu'à l'exemple du Code français, les Codes italien (art. 887 et s.) vaudois (art. 965 et s.) et la loi de Genève de 1855 (art. 14), investissent les notaires de la mission de procéder aux partages judiciaires. Mais dans ces pays, il n'est pas commis de juge pour surveiller les opérations. Au contraire, le Code portugais ordonne la délégation d'un juge en cette matière et lui attribue des pouvoirs très étendus, sans toutefois supprimer complètement le rôle du notaire, (art. 695 et s.) En Espagne les partages ont lieu également sous la direction d'un magistrat à la diligence d'officiers publics spéciaux (art. 1068 et s.). — Dans la Principauté de Monaco, les partages judiciaires sont préparés entièrement par un juge délégué sans le con-

cours d'un officier ministériel, après quoi ils sont homologués ou modifiés par le Tribunal (art. 914 à 924).

D'après le Code du canton de Neuchâtel c'est le juge de paix qui est compétent pour opérer le partage (art. 896 et s.) Enfin, nous ne trouvons dans le Code allemand aucune disposition relative à cette procédure ; elle est réglée séparément pour chacun des états de l'Empire, par ses propres lois.

c) *Procédure d'ordre et distribution par contribution*

La procédure d'ordre a pour objet la distribution du prix d'un immeuble entre les créanciers d'après le rang de leurs privilèges et hypothèques. C'est, pourrait-on dire, la mise en œuvre du droit de préférence.

S'il n'y a que des créanciers chirographaires, le prix de l'immeuble vendu est distribué entre ceux d'entre eux qui ont formé opposition sur ce prix au marc le franc, comme s'il s'agissait d'une chose mobilière. C'est alors la distribution par contribution. Ajoutons que l'ouverture de ces deux procédures est subordonnée au désaccord des créanciers sur les bases de l'attribution de la somme.

Bien que constituant de véritables instances, l'ordre et la contribution ne sont pas, sauf une exception concernant la première de ces procédures, réglées par le Tribunal tout entier, elles sont confiées à un juge spécialement commis dont la fonction est, en cette matière, particulièrement importante, tant par sa permanence que par l'étendue des pouvoirs qu'elle confère à celui qui en est investi.

Au lieu d'appeler tout de suite le Tribunal à rendre une décision, le législateur a jugé, en effet, plus commode et moins dispendieux de charger un seul juge de régler ces procédures, sauf le droit des

parties de porter la contestation devant le Tribunal.

La spécialisation, que nous préconisons, du juge commis en matière civile est ici un fait accompli. Nous insisterons, brièvement d'ailleurs, sur ce point, renvoyant pour l'étude de la marche générale et des détails des procédures qui nous occupent, aux ouvrages nombreux et savants dont elles ont fait l'objet, notamment à celui de M. Ulry (Code des Règlements d'ordres. 1898).

L'usage s'était établi de très bonne heure dans notre droit coutumier, dont elle est originaire, de confier la direction de la procédure d'ordre à des magistrats spéciaux (à Paris c'étaient les commissaires au Châtelet). Dans notre droit moderne, le Tribunal de la Seine et la plupart des sièges importants avaient conservé cette pratique : le travail des ordres et des contributions était régulièrement attribué à un ou plusieurs de leurs membres qui en étaient chargés pour une année au moins.

La loi du 21 mai 1858 vint consacrer cette manière de procéder ; aux termes du nouvel article 749 : « *dans les tribunaux où les besoins du service l'exigent, il est désigné par décret du Président de la République un ou plusieurs juges spécialement chargés du règlement des ordres ; ils peuvent être choisis parmi les juges suppléants et sont désignés pour une année au moins et trois années au plus.* — Indiquons aussi que dans la pratique les juges commissaires permanents sont également chargés de régler les distributions par contribution.

La direction des ordres par un magistrat permet d'éviter des frais qui diminueraient le gage commun, de supprimer les lenteurs calculées ou involontaires, — le juge ayant des pouvoirs suffisants, pour stimuler l'activité des officiers ministériels, — et de faire attribuer à chaque créancier la part qui lui est due dans le plus bref délai possible.

C'est pour ces raisons, d'ailleurs, que le Corps Législatif a repoussé, lors de la discussion de la loi de 1858, un amendement Millet-Duclos qui confiait à un notaire la mission de diriger les ordres amiables. Les législateurs ont pensé avec raison *« qu'un magistrat » qui se trouve par sa situation au-dessus des créan-*
» ciers et de leurs avoués, qu'aucun soupçon d'arrière
» pensée personnelle ne peut atteindre et qui est, d'ail-
» leurs, responsable à peine de prise à partie, aura
» plus d'influence qu'un notaire, se fera mieux écouter
» et obtiendra plus facilement des concessions (1). Ainsi que nous l'avons dit au paragraphe qui précède, on trouverait les mêmes avantages à confier à un juge commissaire le soin, non seulement de diriger le partage, mais celui d'y procéder lui-même.

Notons cependant que, lors de la tentative de règlement amiable, le juge commis est uniquement investi d'une mission de conciliation et du pouvoir de constater l'accord des parties et de donner l'authenticité à leurs conventions.

(1) Garsonnet et César Bru - traité de procédure T. V. page 389 — Voir aussi Riché, Dans Dalloz P. 58-4-53 n. 68.

La nomination d'un juge commissaire permanent pour le service des ordres n'offre peut-être pas à ce magistrat « l'éclat et les brillantes compensations qui se rencontrent dans d'autres travaux judiciaires » (1) mais elle permet de donner à cette procédure une direction régulière et de créer une jurisprudence uniforme. Cette spécialisation est justifiée, dit Bressolle (2), par ce fait que « *la fonction des ordres (et des contributions) exige de la part du magistrat qui en est chargé une aptitude particulière, une expérience consommée des affaires, de l'activité personnelle et de la fermeté envers les officiers ministériels ; or, toutes ces qualités peuvent ne pas se rencontrer au même degré chez tous les magistrats titulaires ou suppléants d'un même siège entre lesquels le travail des ordres est, en général, également réparti ; tandis que quelques uns d'entre eux peuvent avoir l'heureux privilège d'en être particulièrement doués, en sorte qu'en les chargeant seuls de ce travail difficile, on assure le bien présent et l'on augmente par une pratique habituelle le trésor d'expérience qui garantit le mieux à venir.* »

Presque toutes les législations, d'ailleurs, confient le règlement des ordres et des contributions à un juge spécialement délégué pour ce service ; elles ne présentent que quelques particularités touchant

(1) Circulaire ministérielle Justice — 2 mai 1859 ; n° 35.

(2) Bressolle, n° 5.

la portée plus ou moins étendue de la mission qui lui est confiée. -- D'après l'ancienne loi de Genève de 1819 le juge commissaire n'appelait les créanciers devant lui en conciliation que s'il y avait désaccord entre eux au sujet de l'ordre de collocation, et s'il ne parvenait pas à solutionner l'incident, les parties étaient renvoyées devant le Tribunal (art. 642-647). Dans le Code italien, le juge dresse l'état de collocation puis, après un certain délai, les créanciers en ayant pris connaissance comparaissent devant le magistrat commis qui les entend puis les renvoie à l'audience en indiquant, le cas échéant, les points sur lesquels ils ne s'entendent pas et que le Tribunal devra apprécier. Ce dernier statue sur ces différends et doit, même si les parties ne le contestent pas, homologuer le règlement d'ordre dressé par le juge commissaire (art. 710 à 716).

En Allemagne, la procédure de distribution ne peut avoir lieu qu'après celle de saisie. La distribution est faite par le Tribunal de baillage du lieu de l'exécution, or ce Tribunal n'est composé que d'un seul Juge, c'est donc ce magistrat unique qui règle l'ordre de collocation. (§ 760 à 766). -- Le système du Code portugais se rapproche de celui de l'ancien droit français : il y a, en premier lieu, une adjudication provisoire, suivie du règlement de la procédure d'ordre proprement dite, puis une adjudication définitive (art. 930 à 748). -- Dans la Principauté de Monaco, une ordonnance du 3 mars 1865 sur la distribution par contribution, la saisie immobilière et l'ordre,

reproduit presque textuellement les titres xi à xiv de notre Code de procédure, modifiés par les lois du 2 juin 1841 et du 21 mai, 1858. Nous retrouvons donc, avec de très légères modifications, le même système qu'en France.

Indiquons enfin que dans la plupart des pays étrangers, comme en France, les procédures d'ordre et de contribution sont soumises à des règles communes ; les créances hypothécaires seules font l'objet de dispositions spéciales nécessitées par leur nature même. Il en est ainsi dans les Codes allemand (§ 728-750 et s. 759 et s.), espagnol (art. 1249 et s. 1511, 1516), portugais (art. 930 et s.), italien (art. 650 et s.), dans la loi fédérale suisse (art. 144 à 150).

CONCLUSION

Nous nous sommes efforcés, au cours de cette brève étude, de mettre en lumière le rôle du magistrat commis dans les principaux incidents qui constituent l'ensemble des dispositions de notre Code de Procédure Civile. Ce rôle, on le reconnaîtra est modeste et ingrat : modeste, car évoluant loin des yeux du public, dans le huis-clos de la Chambre du Conseil, il n'apporte à celui qui le remplit aucune satisfaction d'amour propre ; ingrat, car, seul en face de lui-même, il doit poursuivre la recherche de la vérité et s'efforcer de la dégager des obscurités qui l'environnent. Cette mission entraîne aussi de sérieuses responsabilités : les ordonnances du juge commis ont en effet le caractère de véritables jugements ; elles peuvent être attaquées par l'opposition ou l'appel.

En tant que commissaire, il prépare, mais ne statue pas, il instruit mais ne juge pas. Et cependant combien utile et importante la mission qui lui est confiée ! De la manière dont il l'accomplit, du tact et de l'intelligence qu'il y apporte peut dépendre le sort du procès ; c'est qu'on ne l'oublie pas, sur son rapport qu'au grand jour de l'audience sera rendu le jugement sur le fond. Et lorsqu'au délibéré, il émettra son opinion motivée,

basée sur la connaissance complète du litige que sa fonction l'aura mis à même d'apprécier sous toutes ses faces, il est hors de conteste que son avis pèsera d'un grand poids et entraînera le plus souvent celui de ses collègues, et qu'il aura ainsi une sérieuse influence dans la discussion qui précédera la rédaction et le prononcé de la sentence définitive.

Remarquons cependant — puisque nous avons, au cours de cette étude, constaté quelques similitudes (et préconisons une assimilation plus complète encore) entre la fonction du Juge commissaire et celle du Juge d'instruction, — que ce dernier, aux termes de la loi du 8 décembre 1897, article premier, ne peut concourir au jugement des affaires qu'il a instruites. Devrait-il en être de même du juge commis ? Nous ne le croyons pas ! — Les raisons qui ont déterminé le législateur à prononcer cette interdiction pour le Juge d'instruction. (Voir le rapport de M. Tézard au Sénat lors du vote de la loi de 1897-D. 1897-4, page 118, note 1), n'ont pas la même force en ce qui concerne le magistrat commis. -- Il y a, à ce point de vue, une différence capitale entre le Juge d'instruction et lui ; il est le commissaire d'une juridiction, non une juridiction par lui-même ; il a des pouvoirs pour découvrir la vérité, aucun pouvoir pour la dire — et c'est d'ailleurs uniquement la première faculté d'investigations que nous voudrions voir augmenter pour lui ; le Juge d'instruction a non seulement le pouvoir d'instruire, mais, en outre, celui de clore son instruction par une ordonnance ayant un caractère juridic-

tionnel, intéressant le fond du droit. -- Le magistrat délégué, nous le répétons, se borne à instruire, tandis que le Juge d'instruction, ayant par une ordonnance statué sur la mise en prévention, se trouve avoir manifesté son opinion.

Et d'autre part, si une semblable règle était posée pour le Juge commis, son application entraînerait des difficultés dans l'organisation du service : les Tribunaux composés de trois juges seulement ne peuvent, en effet, se constituer qu'avec le concours du juge commissaire, à moins de faire appel à un juge suppléant, à un avocat ou à un avoué.

Etant donné le caractère important de sa mission, il nous paraît qu'il serait avantageux pour la bonne administration de la justice -- ainsi que nous l'avons observé au début -- de désigner, dans la mesure du possible, dans chaque siège un magistrat chargé d'une façon stable et durable d'assurer la marche de ce service. Il serait opportun que le magistrat appelé dans chaque Tribunal à exercer ces délicates fonctions fut l'objet d'une désignation permanente qui le placerait dans la hiérarchie au-dessus du simple juge et lui assurerait un avenir enviable -- et dès lors recherché -- au grand avantage des justiciables.

Quelle est, en effet, la situation en l'état de notre organisation judiciaire actuelle ?

Un assez grand nombre de Tribunaux ne possèdent qu'un personnel très restreint. Le Président, à raison même de la complexité de ses attributions, ne

peut, sauf de très rares exceptions, se commettre lui-même : rédacteur des décisions, juge unique en matière de référés, conciliateur dans les instances en séparation de corps et de divorce, etc... les devoirs de sa charge sont multiples et il suffit de parcourir les codes civil et de procédure pour y lire à chaque page combien est absorbante et compliquée la mission que le législateur a cru devoir lui confier (1).

On a pu, avec juste raison, tracer de lui le portrait suivant : « *s'il est des fonctions plus hautes, il n'en est pas de plus belles et offrant un plus vif intérêt que celles de Président du Tribunal de première instance. Mais aucune charge judiciaire n'exige du magistrat qui en est investi des qualités et des connaissances plus variées. Elles procurent à qui s'y consacre avec zèle des jouissances intellectuelles de premier ordre et la satisfaction morale résultant d'une situation honorable, élevée, d'un travail intelligent et de la conviction intime de remplir dans la société une mission nécessaire* » (2)

Remarquons que beaucoup de Compagnies judiciaires ne se composent que de trois magistrats, y compris le juge d'instruction, nommé par décret pour

(1) Code de procédure civile : art. 806-63-72-839-156-329-803-832-110-203-239-558-326-822-826-841-844-851-852-861-865-876-931-928-909-878-942-935-943-859-860-885-658-749-946-986-1000-1017-1020-1021-319-403-916-918. Code civil art. 41-45-236-376-377-468-1007-1008 et de nombreuses lois et décrets.

(2) Hippolyte Bourdonnay : le Président du Tribunal Civil, page 1.

une période triennale, assistant sans doute aux audiences civiles, mais ne pouvant cumuler la fonction qui lui est dévolue au criminel avec celle de juge commissaire.

Que résulte-t-il de cette situation ? Que, par la force des choses, dans ces tribunaux composés d'un nombre restreint de juges (deux ou trois au plus), il y a, pourrait-on dire, une spécialisation forcée bien que non consacrée par la loi, le même magistrat restant fatalement investi de cette fonction. Lorsque le Tribunal comprend un juge suppléant, la mission dont il s'agit revient par nécessité à ce magistrat, le plus souvent entrant à peine dans la carrière, muni assurément d'un bagage *théorique* sérieux, mais manquant, cela va de soi, de cette expérience *pratique*, à laquelle ne peuvent suppléer son zèle et son dévouement. Et cependant ce sont ces qualités qui doivent être réunies chez celui qui, par la délégation même dont il est l'objet, assume, dans bien des procédures, une aussi inquiétante responsabilité. N'est-ce pas lui, en effet, qui par l'habileté, le tact, la prudence qu'il déploiera dans la direction d'une enquête, dans la conduite d'un interrogatoire sur faits et articles, dans la surveillance d'un partage judiciaire, assurera parfois la solution de délicats incidents ? Comme nous l'avons remarqué plus haut, lorsque, après son rapport, le délibéré s'ouvrira en la Chambre du Conseil, les indications précieuses qu'il fournira dans les questions sur lesquelles ses explications à l'audience n'ont pas apporté la lumière complète, seront, le plus souvent,

déterminantes et permettront à ses collègues de décider en toute tranquillité de conscience.

On se rend compte, dès lors, des qualités de premier ordre qui devraient être l'apanage du juge commissaire et combien il serait désirable qu'il acquit, par une spécialisation définitive, la science juridique pratique que seul peut conférer l'exercice permanent d'une charge.

A remarquer qu'une telle spécialisation existe en partie, tout au moins quant aux chambres, dans les grands tribunaux, notamment à Paris, où les affaires de même nature sont inscrites généralement au rôle de la même section. Le roulement annuel a sans doute l'avantage, a-t-on dit, d'amener l'évolution de la jurisprudence par la diversité des magistrats qui la créent, mais ne peut-on pas observer aussi qu'il a l'inconvénient d'interdire au juge de se consacrer pendant plusieurs années aux jugements d'affaires dont il a l'expérience et pour lesquelles il a acquis des connaissances particulières ? (1).

(1). Il existe en Allemagne une spécialisation générale et complète des chambres des Tribunaux régionaux.

Les affaires se divisent en affaires civiles et affaires criminelles; chaque ordre d'affaire est renvoyé devant les chambres de même ordre. Une chambre ne peut juger alternativement des affaires civiles et des affaires criminelles, et être, à tour de rôle, suivant le jour des audiences, chambre civile est chambre criminelle. Il doit être créé une seconde chambre de chaque ordre si une seule chambre ne suffit pas pour expédier les affaires de sa compétence. — Cependant afin d'éviter un personnel trop nombreux, un juge peut être attaché à plusieurs chambres. mais en fait, le personnel de deux chambres différentes ne sera jamais complètement

Pour en revenir au juge commissaire, qui fait l'objet de notre travail, nous ne nous dissimulons point les objections qui peuvent être opposées à notre théorie : Il n'est possible, à notre avis, de spécialiser un magistrat dans ces fonctions, parfois ingrates et difficiles, qu'en lui assurant une situation matérielle honorable et un avenir attrayant ; à ce point de vue, c'est une question budgétaire peut-être délicate à trancher. N'est-il pas cependant permis de faire remarquer que le budget du Ministère de la Justice est loin d'être excessif et que le supplément à y adjoindre serait certainement de peu d'importance si on le met

identique et chacune aura au moins son vice-président ; dans tous les cas, d'ailleurs, et quelque soit sa composition, chaque chambre conserve sa personnalité distincte. — Et cette distinction fondamentale ne peut être modifiée au cours de l'année, même temporairement au cas d'encombrement du rôle d'une chambre.

Les affaires civiles ou criminelles sont réparties entre les différentes chambres de même ordre, aucune répartition n'intervient si le Tribunal ne comprend qu'une chambre civile et une chambre criminelle, elle se fait par la force des choses.

La répartition entre les chambres de même ordre, c'est-à-dire entre les chambres civiles ou entre les chambres criminelles, peut se faire : *suivant l'instance* (chambre de première instance, chambre d'appel) — *suivant la matière* (par exemple : d'une manière générale, au civil : chambre commerciale chambre civile ; au criminel : chambre du conseil, chambre des jugements). — La subdivision peut même être poussée plus loin, et s'il existe un grand nombre de chambres de même ordre chacune peut être affectée à une catégorie spéciale d'affaires : obligations, successions, hypothèques, mariages, affaires du statut personnel, crimes et délits contre les personnes, contre la propriété, etc.) — *suivant le lieu d'origine de l'affaire* ou même *la première lettre du nom d'une des parties*. Cette dernière forme, si bizarre, de la répar-

en balance avec l'avantage que les justiciables tiraient de cette nouvelle organisation.

D'autre part une observation, non sans valeur, s'impose : plusieurs projets de réforme de notre magistrature sont à l'ordre du jour, il est à présumer qu'ils seront soumis au Parlement dans un avenir relativement prochain. Selon toute apparence, ils comporteront la suppression d'un nombre notable de tribunaux insuffisamment occupés et leur réunion à un arrondissement judiciaire voisin. C'est d'ailleurs ce qui s'est déjà produit pour la juridiction de Paix qui a vu, dans plusieurs cas, doubler sa compétence territoriale par l'adjonction d'un second canton.

tion des affaires a été appliquée en pratique dans certains états.

C'est le Presidium (conseil formé par le président, les vices-présidents et le juge doyen) qui fait la répartition. Cette répartition peut être modifiée pendant l'année dans certains cas déterminés, et les affaires peuvent être renvoyées, entre chambre de même ordre, d'une chambre à l'autre.

Les juges n'ont pas le droit d'exiger, lors du roulement, qu'ils soient envoyés dans une autre chambre que celle à laquelle ils ont appartenu pendant l'année précédente. Lors de la discussion du Code d'organisation judiciaire allemand, les amendements qui limitaient à trois ans le temps pendant lequel un juge pourrait appartenir à une même chambre (amendement Bernard) ou exigeaient que chaque année un juge au moins sortit de la chambre (amendement Lasker) ont été rejetés. Il a semblé à la Commission que les pouvoirs du Presidium ne devaient pas être limités sur ce point et qu'il importait, en laissant les mêmes juges dans les mêmes chambres, de pouvoir assurer aux magistrats le meilleur emploi de leurs facultés et de constituer ainsi, dans les Tribunaux, des chambres expérimentées, s'appuyant sur une jurisprudence solide. (Code d'organisation judiciaire allemand, traduction Dubarle -- titre V. art. 61-62 note 1)

Dans ces conditions, et si une diminution du nombre des sièges de première instance était décidée, les Tribunaux à personnel restreint verraient le nombre de leurs membres s'augmenter d'une ou deux unités sans que le Trésor en fût grevé, ce qui autoriserait la nomination parmi eux, à titre définitif, d'un juge commissaire permanent, avec un traitement supérieur à celui du juge. On ferait ainsi de cet emploi une véritable carrière en assurant à son titulaire, comme supplément d'appointements, une indemnité équivalente, par exemple, à celle qu'au criminel reçoit le juge d'instruction.

La question ne semble donc pas insoluble : qu'il nous soit permis de formuler ici le vœu que la prochaine réorganisation de notre magistrature, si remarquable par son esprit d'indépendance et de dévouement à la chose publique, permette de créer une catégorie de juges semblables à ceux qui sont chargés de l'Instruction ou des Ordres. Ainsi serait donné aux justiciables un supplément évident des garanties auxquelles ils ont droit.

La caractéristique de la procédure civile française est d'être l'œuvre des parties et conduite par elles. Le juge y joue, en quelque sorte, un rôle *passif*, il y assiste, il y préside, mais ne la dirige pas. Il ne peut prendre des informations par lui-même : il n'a aucune spontanéité et ne peut rendre des jugements ou des ordonnances que dans les bornes posées par la demande des parties qui sont libres de faire valoir leurs droits comme elles l'entendent. Tout ce que ferait de sa pro-

pre autorité, sans réquisition, l'ordre judiciaire, ne pourrait l'être que dans l'intérêt général, et les cas où il est en jeu sont limitativement déterminés par la loi. — En dehors du bien public, le pouvoir du juge, dans les causes civiles, est limité par les particuliers qui fixent eux-mêmes l'état de la question.

Cependant, en examinant une question de fait, le magistrat peut se trouver embarrassé par une explication insuffisante des plaideurs ; il doit pouvoir alors ordonner la mesure nécessaire pour l'éclaircir et fixer ainsi son opinion. Il faut, lui reconnaître la faculté d'exiger la production d'une pièce décisive, d'enjoindre aux parties, ou à l'une d'elles, la preuve d'un fait ou d'une circonstance. — Notre Code de Procédure Civile (art. 93-253-254-295-322) et notre Code Civil (art. 1366) donnent d'ailleurs de tels pouvoirs aux magistrats ; mais ils sont insuffisants à notre avis.

Il serait un système qui, ne bornant pas les fonctions du juge à ordonner sur les demandes qui lui sont soumises, l'autoriserait au contraire à éclaircir toute l'affaire, à ordonner des preuves, à rechercher des faits, à examiner des circonstances qui peuvent présenter la cause sous un aspect différent de celui où la placent les parties ; à relever, par conséquent, les erreurs commises par ces parties ou par leurs conseils ainsi que les réticences ou les fausses énonciations dont, dans le dessein de nuire aux tiers, elles pourraient s'être rendues coupables. Le juge instructeur pourrait parvenir ainsi à redresser une faute de l'une des parties, dont elle aurait eu à accuser sa propre

négligence ou le mauvais choix d'un conseil. — Toute instruction, au civil comme en matière criminelle, suppose, en outre, une idée directrice, un plan combiné, dès lors ne devrait-elle pas être confiée à une seule personne plutôt que d'être conduite par chacune des parties ?

Déjà l'institution du juge commis enlève aux plaideurs une partie de leur initiative ; ce magistrat apporte dans le débat, trop souvent obscurci par l'esprit de chicane, des habitudes de méthode et de clarté, permettant de déjouer, dès leur origine, des artifices que le désir de gagner un procès douteux suggère parfois aux parties. Mais ses pouvoirs sont encore trop limités. Ne pourrait-on lui conférer, par exemple, sous le contrôle du Tribunal, le droit d'appeler, si nécessaire, une partie en cause, de citer, proprio motu, un témoin, de prescrire lui-même une mesure d'instruction ?...

Hâtons-nous d'ajouter, d'ailleurs, que l'adoption du système confiant au juge l'instruction des procès civils ne serait pas véritablement une innovation dans notre droit sanctionnateur, elle n'amènerait pas un bouleversement aussi considérable qu'on pourrait le croire des principes généraux qui dominent notre procédure, prise lato sensu. Nous devons constater, en effet, que ce système est celui de notre procédure administrative actuelle. Elle est dirigée par les juges qui examinent les premiers les prétentions du demandeur, décident si sa demande sera communiquée au défendeur et qui délibèrent en se basant sur les

propositions d'un rapporteur, sur les demandes de pièces, mises en cause et autres actes d'instruction (1). Et peut-être doit-on voir dans ce large pouvoir donné aux juges administratifs une des raisons de la solidité juridique de la jurisprudence de ces tribunaux et surtout du remarquable souci de justice qui s'en dégage, qualité reconnue même par leurs adversaires les plus acharnés, par ceux qui combattent le plus vivement la séparation des juridictions civile et administrative (2). Cette même faculté, accordée aux juges civils pleinement indépendants vis-à-vis de chacune des parties, donnerait des résultats plus intéressants encore.

Certaines législations étrangères — nous l'avons brièvement noté au cours de ce travail —, n'ont pas hésité, s'inspirant de cette conception, à investir, les juges de la direction même de quelques procédures.

Les recherches sommaires que nous avons faites sur le rôle du Juge dans ces législations nous ont permis de remarquer que l'instruction du procès par le magistrat était aussi le trait dominant de la procédure civile allemande antérieure à 1877.

Au moment de la discussion du nouveau code allemand, d'après le système de la procédure civile commune (*Allgemeiner deutscher Civilprocess*), l'ins-

(1) Ducrocq. Tome I n° 281 à 305.

(2) Voir notamment Jacquelin : Principes dominants du contentieux administratif.

truction se faisait par écrit sous la direction d'un juge qui y intervenait activement dès le début de la procédure. Le Tribunal avait le droit de l'examiner et de ne la communiquer au défendeur qu'autant qu'il l'estimait complète et vraisemblable. Après quoi et s'il en décidait ainsi, les deux parties étaient admises à exposer leurs moyens de fait et de droit ainsi que les éléments de preuve qu'elles comptaient produire à l'appui de leurs prétentions. L'instruction terminée, le débat oral était instauré et sommairement exposé par un membre du Tribunal qui, au préalable, avait dressé un rapport écrit d'après les pièces qui lui avaient été soumises. Les plaideurs étaient ensuite entendus et, après qu'il avait été procédé à la preuve, le jugement était rendu (1).

Il n'est pas inutile de faire remarquer, en sens contraire, que, d'après la loi Hanovrienne, la procédure orale tenait une large place, que le juge n'intervenait pas dans l'instruction et que les affaires étaient jugées sans rapport (2).

On voit, par ce qui précède, quel rôle actif était dévolu au juge allemand dans l'instruction des procès civils. — Les rédacteurs du Code du 30 janvier 1877 en ont décidé autrement. Ils ont redouté, sans

(1) Voir en ce sens : Introduction au Code de procédure civile allemand traduit et annoté par MM. Glasson, Lederlin et Dareste page XLIII et s.

(2) Code de Procédure civile allemand. loco citato p. XLV.

doute, de porter atteinte par cette immixtion, à la liberté des parties et, d'autre part, de compromettre la dignité du magistrat en le mêlant, pour ainsi parler, à toutes les phases de la procédure.

Qu'il nous soit permis de ne pas partager cette opinion. En réalité la liberté des parties ne peut subir aucune atteinte du fait de la présence du juge. Celui-ci, conseiller désintéressé, ne peut par son action qu'être utile aux plaideurs, leur éviter dans bien des cas des inutilités coûteuses de procédure plutôt nuisibles à la bonne marche du procès. Les parties ne seraient-elles pas d'ailleurs toujours libres de s'affranchir de cette tutelle en prenant elles-mêmes l'initiative des directives qu'elles estimeraient utiles à leur cause ?

D'un autre côté, est-il possible de supposer que la dignité des magistrats aurait à souffrir d'un contact permanent avec les plaideurs ? Nous ne le croyons pas. Le juge, par son essence même, par la nature de sa fonction, plane, si nous osons dire, au-dessus des contingences humaines. Appelé à trancher en définitive les différends qui agitent et divisent les justiciables, il n'est pas à craindre, à notre avis, qu'il perde, alors même qu'il se trouve en fréquentation directe et permanente avec eux, le prestige si nécessaire à qui est appelé à juger ses semblables.

En France où le juge commissaire est si intimement mêlé aux contestations qui viennent échouer à la barre du Tribunal, on n'a jamais, que nous sachions, constaté que son influence et la déférence qui

lui est due aient eu à souffrir de ce rapprochement.

Il semble donc que les législateurs d'Outre-Rhin auraient pu, sans inconvénient appréciable, maintenir à cet égard la procédure antérieure au Code de 1877. Mais l'expérience aura, sans doute, démontré le désavantage de la procédure ancienne, de là, comme conséquence, la législation nouvelle.

Notre Droit Moderne tend d'ailleurs à confier de plus en plus à un magistrat le soin de procéder à des mesures d'instruction et s'il nous était permis de faire une incursion dans la procédure pénale, nous citerions notamment une loi du 2 février 1921 qui, complétant les articles 4, 15, 21, 23 et 25 de la loi du 22 juillet 1912 sur les tribunaux pour enfants, autorise le juge d'instruction à déléguer, pour procéder à une enquête de moralité, un rapporteur qu'il peut choisir parmi les magistrats.

Telles sont les réflexions que nous a suggérées l'étude à laquelle nous nous sommes livré. Nous serions heureux si, malgré son aridité, elle était jugée digne de quelque intérêt !

Vu
LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,
JULES VALÉRY

Vu
— LE DOYEN,
JULES VALÉRY

Vu et permis d'imprimer
Montpellier, le 16 Juin 1921

LE RECTEUR,
JULES COULET

Bibliographie

GLASSON. — Précis de Procédure Civile.

GARSONNET et CÉSAR BRU. — Traité de Procédure, édition Larose. 1882.

COLMET-DAAGE — Leçons sur le Code de Procédure Civile, édition Cotillon. 1854.

CARRÉ-CHAUVEAU. — Les lois de la Procédure Civile, imprimerie générale de jurisprudence. 1845.

BONCENNE — Théorie de la Procédure Civile, édition Videcoq 1847.

LAVIALLE. — Etude sur la Procédure Civile.

GILLY GABRIEL. — Contribution à l'étude du système actuel des preuves en droit civil. Thèse, Lyon 1910.

DALLOZ. — Répertoire alphabétique v^{is} instruction, serment, enquête, etc.

SIREY. — Répertoire alphabétique et recueil périodique.

Pandectes françaises.

Recueil périodique de Procédure Civile.

Recueil PHILY — Sommaire de la jurisprudence française.

Code d'organisation judiciaire allemande. Imprimerie Nationale 1885.

Code de Procédure Civile allemande. Imprimerie Nationale 1887.

Code d'organisation judiciaire russe. Imprimerie Nationale 1893.

Code de Procédure Civile monégasque.

Loi du canton de Genève du 29 septembre 1819.

Code Italien du 25 juin 1865.

Code portugais du 8 novembre 1878.

VINCENT et PENAUD. — Dictionnaire du Droit International privé.

FAYE. — Les pouvoirs du juge en Angleterre. Thèse, 1912.

MARTIN-ALFRED. — Observations sur les pouvoirs attribués au juge par le Code civil suisse.

Annuaire de Législation étrangère, année 1874.

TABLE DES MATIÈRES

	pages
Introduction.....	7
Chapitre Premier. — Procédure exceptionnelle.	11
Instruction par écrit et délibérés sur rapport.	11
Chapitre II. — Incidents de procédure relatifs aux moyens de preuve.....	15
a) Vérification d'écritures.....	15
b) Faux incident civil	20
c) Enquête.....	23
(absence).....	34
d) Interrogatoire sur faits et articles et com- parution personnelle devant un juge commis.....	39
e) Descente sur les lieux.....	45
f) Expertise	47
Chapitre III. — Exécution des jugements.....	51
a) Reddition de comptes.....	51
b) Partages	53
c) Procédure d'ordre et contribution.....	60
Conclusion	67
Bibliographie.....	83

